

# Vers l'éclatement de la bulle verte ?

La montée en puissance mondiale des préoccupations écologiques depuis 1971 avait pris l'aspect d'une spirale en auto-accelération. Chaque année, l'opinion publique s'inquiétait davantage, les scientifiques tiraient plus fort les sonnettes d'alarme, les mesures prises par les responsables politiques étaient sans cesse plus radicales.

Ces derniers temps, le mouvement s'est encore accéléré. Principe de précaution inséré dans notre Constitution, cris d'alerte mondiaux de Jacques Chirac, impulsion non moins déterminée de notre actuel président... L'Union européenne, quant à elle, se veut rien moins que le modèle du monde. Des dispositions nouvelles s'ajoutent aux précédentes, toujours plus amples, plus exigeantes, plus coûteuses. Le cycle se déploie inexorablement, dans une progression que rien ne pourra arrêter. Le coût de la lutte contre le réchauffement global pour les Etats membres de l'Union européenne sera de 100 milliards d'euros par an.

Et voici que, soudain, il se produit un fait nouveau. Un grippage de la machine, subit, inattendu, et porteur d'une possible remise en cause fondamentale. Deux thèmes ont surgi à la une de l'actualité écologique, et – ce qui est remarquable – dans le sens opposé à celui de la spirale. D'abord les éoliennes. Elles étaient déjà critiquées depuis longtemps, mais ces réserves étaient prises comme rouspétances de râleurs ou manifestations Nimby (« pas dans mon arrière-cour »). Elles passaient peu le filtre des médias. Et voilà que,

subitement, les objections se font techniques, logiquement articulées, mieux fondées économiquement et électriquement. Et la caisse de résonance des médias se met à les répercuter largement.

Puis, beaucoup plus fort : l'affaire des agrocarburants s'est ten-

**Les politiques, désormais, devront appliquer le principe de précaution à leurs propres interventions régulatrices et se donner des règles pour en limiter l'ampleur.**

due à un point extrême, très soudainement. Nous entendons maintenant sur ce sujet des discours inimaginables au début de l'année. Depuis quelques jours, il est devenu médiatiquement possible d'attribuer aux biocarburants une grande part de responsabilité dans les graves problèmes alimentaires mondiaux. Ce changement de pied est totalement nouveau, en complète opposition avec tout le discours dominant d'hier.

A peine les médias avaient-ils répercuté ces préoccupations que les organes de l'Union européenne décidaient d'agir. L'Agence européenne pour l'environnement, à travers son panel de scientifiques, a appelé à la suspension de l'objectif que s'est fixé l'Union européenne d'atteindre une proportion de 10 % d'agrocarburants dans les transports routiers en 2020. Il sera intéressant de voir ce que décideront la Commission et le Conseil

européen. Plus surprenant encore, Greenpeace, l'un des gardiens les plus intransigeants de la vulgate écologique, appelle le gouvernement français à mettre en suspens son action sur le sujet : « *Greenpeace demande à la France de renoncer à sa politique volontariste de soutien aux agrocarburants.* »

Quelle leçon tirer de ces remarquables événements à rebours de tout ce qui précédait ? C'est assez clair. Les Etats prennent des dispositions pour résoudre les problèmes, et ces dispositions viennent interagir avec les subtils équilibres techniques, économiques, financiers, sociaux, juridiques de l'anthroposphère. Des tissus d'interrelations serrées et complexes structurent les activités humaines, et aucun modèle théorique ne peut en décrire le fonctionnement détaillé. Chaque mesure publique y provoque inévitablement des effets pervers plus ou moins conséquents, parfois visibles, souvent non – sauf tous les cas où les protestations des acteurs lésés sont considérées comme des réflexes corporatistes sans intérêt.

Mais avec cette montée en puissance des actions publiques environnementales, les déformations de lignes qui en résultent ont pris une ampleur considérable, et il en est de même pour les réajustements que la société civile opère automatiquement pour retrouver un nouvel état d'équilibre. La trop rapide promotion des biocarburants au rang de porteur d'un avenir radieux a provoqué des distorsions de grande ampleur : hausse effrénée des prix des denrées agricoles (attisée, il est vrai, par la demande croissante des pays

émergents, ce qui est en soi une excellente évolution), montée paradoxale de la faim dans des pays qui avaient à peu près résolu le problème, pénuries et quasi-révolutions dans 30 pays pauvres.

Nous, Européens et Etats-Uniens, demandions à nos gouvernements d'intervenir sans cesse sur ces questions. Ce n'était pas trop grave quand l'ampleur des mesures publiques restait modérée. Mais il n'en est plus ainsi. A vouloir agir trop fort dans un univers incertain, on prend le risque de rompre les lignes. Nous voyons avec satisfaction que l'Union européenne songe à corriger son pas de clerc, et il est permis d'espérer que le département américain de l'Energie, non moins coupable, fera de même.

Eclatement d'une bulle verte ? Nous n'en sommes pas encore là sans doute, mais l'aventure de ces bévues sonne comme un avertissement très clair. Que les responsables politiques, désormais, pondèrent soigneusement les plus et les moins avant de vouloir tout bouleverser. Ils devront appliquer le principe de précaution à leurs propres interventions régulatrices, par une sorte de retournement ironique, et se donner des règles pour en limiter l'ampleur. Se demander par exemple quel sera l'impact des 100 milliards d'euros par an pour le climat de M. Barroso sur le chômage, l'inflation, la pauvreté ? Et aussi – une fois n'est pas coutume – félicitons Greenpeace pour son courage intellectuel.

**DOMINIQUE GARRIGUES** est président de l'Institut européen pour la gestion raisonnée de l'environnement.